



**Journée du 29 août 2008**

## **LE MONDE A FAIM**

**Intervenants :**

**Marion Guillou, présidente du conseil d'administration de Polytechnique, PDG de l'INRA**

**Jacques Diouf, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture**

**Peter Brabeck, président du conseil d'administration de Nestlé Suisse SA**

**Antoine Malafosse, délégué général du CCFD**

**Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France**

**Alain Joyandet, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie**

**Jean-Pierre Poulain, professeur d'université, CETIA / Université de Toulouse II Le Mirail**

**Luc Ferry, philosophe, président délégué du Conseil d'Analyse de la Société**

**Animateur : Jean-Marc VITTORI, éditorialiste au journal Les Échos**

Jean-Marc VITTORI a commencé par rappeler ce que Malthus écrivait en 1798 : « Le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance de l'homme ». D'après l'animateur, Malthus avait raison parce deux siècles après ces prédictions, près d'un milliard d'hommes et de femmes ont chaque jour faim, dans les pays émergents, et aussi, de manière marginale mais non nulle, dans les pays développés. En même temps Malthus avait tort, parce que cinq milliards d'hommes et de femmes mangent chaque jour à leur faim. C'est une formidable révolution : Yes, we can, pour reprendre un slogan assez à la mode.

Mais en même temps, la situation se dégrade : le monde de la pauvreté et celui de la malnutrition se recoupent, mais pas complètement. Certains estiment même que le nombre de personnes qui ont faim a recommencé à croître ces dernières années, et la crise a été évidemment accentuée par les prix des matières premières alimentaires, qui ont augmenté de moitié en un an. Deux milliards de personnes seraient concernées dans leur survie par cette hausse des prix. Toutes les trois secondes, une personne meurt de faim dans le monde.

Pour arriver à nourrir la population, que faut-il absolument faire ? Quels sont les choix qui ne sont pas contestables ? Ces questions aboutissent évidemment à s'interroger sur la viande, les biocarburants ou les agrocarburants, mais aussi sur les OGM. Le troisième ordre de questions est au moins aussi important et concerne les acteurs : qui doit agir, comment peut-on agir, quels doivent être le rôle de l'action publique et celui de l'action privée, quel doit être le rôle des autres types d'organisations ?

## **Marion GUILLOU, présidente du conseil d'administration de Polytechnique, PDG de l'INRA**

On a parlé des émeutes de la faim très récemment, du fait de l'augmentation des prix. Les émeutes de la faim ne correspondent pas à la description qu'en donne Malthus, c'est-à-dire à un manque de nourriture, parce qu'en fait, si beaucoup de gens mangent mal ou ne mangent pas à leur faim, beaucoup d'autres mangent trop et connaissent malheureusement une malnutrition différente. Ces émeutes de la faim ne sont pas un problème de quantité globale, mais un problème de répartition, c'est un problème de pauvreté et un problème d'accès.

Une des leçons de cette crise de la faim est le caractère stratégique pour les pays les moins avancés d'un approvisionnement local, c'est-à-dire de la relance d'une agriculture locale. Si l'on regarde les quarante dernières années, la production et la productivité de l'agriculture n'ont cessé d'augmenter, non pas dans toutes les zones du monde, mais globalement. La population mondiale a doublé et pourtant la disponibilité alimentaire est passée de deux mille cinq cents à trois mille kilocalories par habitant.

On a beaucoup parlé de l'envolée des prix agricoles ; elle est réelle, et elle est due à des crises climatiques dans de grandes zones de production, ainsi qu'à une demande qui augmentait, alors que les stocks mondiaux étaient au plus bas. Il y a aussi un phénomène nouveau : la production de biocarburants ou d'agrocarburants, mais elle ne concerne que 3 % de la production de céréales.

La démographie va continuer à être une démographie positive ; neuf milliards d'habitants sont prévus en 2050. D'où la nécessité, à nouveau, de doubler la production et d'augmenter les rendements agricoles, de mettre en culture de nouvelles surfaces, de réduire les pertes et de manger mieux. En effet, le paradoxe est la cohabitation de plusieurs malnutritions, celle de l'abondance et celle de l'insuffisance. Il faut donc réinvestir dans le secteur agricole.

À plus long terme, la science pourrait apporter des solutions : la fixation de l'azote de l'air par les plantes, ce qui signifierait moins de besoins en engrais, donc moins besoin d'énergie, un sol vivant partout, grâce à la maîtrise de la microbiologie des sols, une génétique des plantes

améliorée et des plantes résistantes à la sécheresse. D'autres solutions pourraient résider dans une transformation plus efficace par exemple de la cellulose des plantes, une meilleure utilisation des déchets ou un meilleur système de gestion de l'eau.

Il faut insister surtout sur le facteur de l'éducation, notamment l'éducation des femmes, car la formation sera essentielle, et la formation en milieu rural passe essentiellement par les femmes.

## **Jacques DIOUF, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture**

La crise actuelle est la chronique d'une catastrophe annoncée. En 1996 déjà se tenait le premier sommet mondial de l'alimentation au niveau des chefs d'États et de gouvernements. La décision a été prise alors de diminuer de moitié le nombre de personnes qui ont faim dans le monde à l'horizon 2015, et un programme a été approuvé à cet effet. Quelques années plus tard, en 2002, un second sommet a été convoqué. Il y a été annoncé que tous les indicateurs allaient dans le mauvais sens et que si les tendances se maintenaient, l'objectif de diminution de moitié du nombre de personnes qui ont faim dans le monde ne serait pas atteint en 2015, mais en 2150, en raison de la baisse des investissements dans l'agriculture. À cela, s'ajoutait la diminution de la part de l'aide au développement destinée à ce secteur, qui est passée de 30 % en 1980 à 3 % en 2006. Les investissements de la Banque mondiale dans le secteur agricole sont passés de 30 % des investissements globaux en 1980 à 6 % en 2006, et cette tendance a été suivie par les banques régionales. Dans les différents plans d'ajustement, les pays en voie de développement ont eu des difficultés à trouver des incitations à la production agricole.

Que faut-il faire ? D'abord, renverser les tendances en matière d'investissements publics et privés dans l'agriculture, ainsi qu'en matière d'investissements privés au niveau de la production, de la commercialisation et des agro-industries. Il faut aussi lutter contre la hausse des prix des produits alimentaires, même si c'est déjà un combat d'arrière-garde, car le plus urgent est de lutter contre la hausse (de l'ordre de 176 % en une année) du coût des intrants agricoles, qui étaient déjà difficilement accessibles pour les agriculteurs pauvres du tiers-monde.

Un appel a été lancé en 2007 pour mobiliser 1,7 milliard de dollars pour permettre aux agriculteurs des pays pauvres d'avoir des engrais, des semences, des aliments pour le bétail. Malheureusement, cet appel n'a donné lieu à aucun engagement concret.

## **Peter BRABECK, président du conseil d'administration de Nestlé Suisse SA**

La première et peut-être la plus importante cause de la crise alimentaire actuelle est la politique agricole protectionniste suivie dans les pays développés : les pays d'Europe, les États-Unis, le Japon, etc., et qui mine la possibilité d'un développement durable de l'agriculture dans les pays en voie de développement.

La deuxième raison est liée au ralentissement des gains de productivité du secteur agricole. La troisième – et selon la Banque mondiale, ce serait la raison principale de l'augmentation spectaculaire des prix des produits alimentaires – est la production de biocarburant. Les chiffres sont là : 100 millions de tonnes de maïs, en 2008, ont servi, aux États-Unis, à fabriquer des biocarburants. Or, en Europe et aux États-Unis, l'objectif est de remplacer 10 à 20 % des énergies fossiles par des biocarburants. D'autres pays, qui ont déjà des problèmes de production agricole, comme l'Inde, la Chine ou l'Afrique du Sud, veulent atteindre le même

objectif, ce qui nécessiterait 30 % de la récolte des produits alimentaires. Cela revient à dire que huit cents millions de possesseurs d'automobiles reçoivent des subventions pour pousser huit cents millions de personnes vers une pauvreté extrême.

La quatrième raison du déséquilibre du marché de l'alimentation – et on commence à peine à en prendre conscience – est la disponibilité de l'eau et l'utilisation qui en est faite. L'humanité n'aura plus d'eau bien avant l'épuisement des réserves de pétrole, et pour se rendre compte que les biocarburants sont une folie, il faut méditer ce chiffre : pour produire un litre de biodiesel, il faut 9 100 litres d'eau !

### **Antoine MALAFOSSE, délégué général du CCFD**

Même si la géopolitique a beaucoup évolué, on assiste toujours à ce même scandale : près de huit cent cinquante millions de personnes souffrent de la faim, en 2008. Cette crise alimentaire ne pourra se résoudre que si les agricultures locales et familiales sont soutenues et encouragées. Leur développement doit être considéré comme prioritaire par rapport aux grandes cultures tournées vers l'exportation ou vers les grandes agro-industries, telles que la production d'agrocultures, qui n'ont finalement pas donné les résultats escomptés sur le plan environnemental.

Cette crise alimentaire révèle un déficit de régulation. Au niveau mondial, il n'y a pas d'outils efficaces de prévention des crises. Une grande volatilité des prix règne sur le marché international, entraînant une grande dépendance des pays en voie de développement vis-à-vis de ce marché. Il faut donc développer le stock de céréales à l'échelle mondiale.

Quelles peuvent être les relations entre les différents acteurs concernés : chercheurs, entreprises privées, pouvoirs publics nationaux et internationaux, ONG ? Il faut qu'il y ait plus de communication entre ces différents acteurs, pour parvenir à des solutions. Il faut aussi que l'on évite cette sorte de schizophrénie entre des organismes plutôt à caractère technique (FAO, PNUD, PAM) et d'autres à vocation économique (FMI, BIRD, OMC). On ne peut pas soutenir à la fois les agricultures locales et vivrières, comme tous les gouvernements du monde, pratiquement, s'y sont engagés au sommet de la FAO en juin 2008, et d'un autre côté, dire qu'il faut poursuivre la libéralisation des marchés agricoles, comme au cours de la réunion de l'OMC, à Genève, le mois suivant.

Les ONG ont un rôle important à jouer pour favoriser l'expression de la société civile, surtout dans les pays à déficit démocratique. Les entreprises, quant à elles, sont motrices de la croissance et produisent de la richesse. Comment mieux réguler cette richesse afin que les plus pauvres en bénéficient ? Peut-on, lorsqu'on est chef d'entreprise, tolérer une grande pauvreté dans un monde qui est globalement de plus en plus riche ? Il est possible pour les entreprises de participer à l'élaboration de régulations qui permettraient de lutter contre la faim de façon plus efficiente, plus pragmatique, et avec plus de moyens.

### **Luc LAMPRIÈRE, directeur général, OXFAM France**

Il y a une quasi-unanimité autour d'un certain nombre de facteurs de la crise alimentaire qu'on observe aujourd'hui. Depuis quelques mois, et notamment depuis la réunion de la FAO qui s'est tenue en juin 2008, un appel pressant a été lancé pour poser les questions alimentaires en même temps que celles du développement agricole, et agir tout de suite sur ces deux fronts. Un ensemble d'initiatives allant dans ce sens a été arrêté en juin. Depuis, le G8 s'est réuni au Japon, et a repris en gros les mêmes idées. Mais l'argent ne vient pas, en tout cas pas

dans les conditions et les proportions souhaitées. Il y a un décalage entre le discours et les engagements tenus. C'est classique, mais il ne faut pas oublier de le rappeler. Il faut surtout rappeler la responsabilité importante de l'État, qui doit accomplir sa mission, notamment dans le domaine des politiques agricoles.

Par ailleurs, on ne peut pas dissocier les problèmes alimentaires actuels des questions commerciales. Les accords de partenariats économiques qui sont établis ou qui sont en cours de discussion aujourd'hui entre l'Europe et les pays d'Afrique et du Pacifique se traduisent souvent par des effets potentiellement très négatifs pour les économies locales et notamment pour le développement non seulement de l'agriculture, mais de tout ce qui tourne autour de l'agriculture

En ce qui concerne les agrocarburants, Oxfam estimé que près de 14 milliards de dollars de subventions sont consacrés à ces produits. Ces 14 milliards correspondent à peu près à ce qu'on a estimé nécessaire en 2008 pour accompagner les millions de personnes qui sont aujourd'hui en situation de vulnérabilité croissante, en raison de la hausse des prix alimentaires. Enfin, en matière d'aide alimentaire, il y a souvent, comme en matière d'aide en général, un problème de générosité mal placée. Tous les spécialistes de l'aide alimentaire le disent : pour l'aide d'urgence, il ne suffit pas de donner tout de suite des céréales, par exemple, pour régler le problème. Les situations sont beaucoup plus compliquées et les initiatives des entreprises en la matière, doivent être bien réfléchies.

M. Lamprière conclut son intervention en insistant à nouveau sur le rôle des entreprises et en soulignant que l'aide publique au développement est en baisse et n'a pas l'air de vouloir progresser.

## **Alain Joyandet, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie**

Supprimer certaines subventions à l'agriculture européenne pour les donner à l'aide publique au développement, c'est ce qui est en train de se produire, en partie, puisqu'il est proposé qu'un milliard d'euros, qui étaient précédemment destinés à la PAC, soient consacrés à financer le développement de l'agriculture vivrière et de l'agriculture familiale dans les pays en voie de développement.

Les organisations internationales, il y a seulement deux ans, expliquaient qu'il fallait limiter la production agricole, sous peine de voir les cours mondiaux chuter. Quelques mois plus tard, les produits alimentaires manquaient et leurs prix explosaient. Cela pose de manière aiguë la question de la prévision, au plan mondial, pour savoir s'il faut produire plus ou moins, comment, et dans quels pays. Il s'agit là d'une interrogation vraiment majeure.

Pour ce qui est des biocarburants, qui prélèvent une partie de la production qui devrait aller à l'alimentation, il ne faut pas oublier que tout est lié : l'alimentation, l'énergie, le problème de l'eau, et qu'évidemment, dès qu'on essaye de résoudre un problème, on en crée forcément un autre. Cependant, il est possible, au plan mondial, d'augmenter la production d'une manière raisonnable, sans déséquilibrer l'ensemble des éléments dont l'homme a besoin, et tout en apportant des solutions, telles que les stocks publics, qui permettent d'enrayer la spéculation. Il faut, par ailleurs, relancer les politiques publiques d'une manière importante en matière d'agriculture vivrière et d'agriculture familiale dans les pays en voie de développement. Tout ce secteur a été largement délaissé, en raison de l'arrivée sur les marchés concernés de produits importés, à des prix qui ne rendaient plus pertinente l'exploitation des entreprises familiales et des entreprises locales. Cette relance doit reposer sur un plan public international.

La planète compte un peu plus de six milliards d'habitants, et les experts indiquent qu'en 2050, ce chiffre risque de s'élever à près de neuf milliards. L'ampleur de la tâche est évidente, et la crise n'est plus conjoncturelle, mais plutôt structurelle. Les prix vont rester relativement élevés, en raison des prix de l'énergie, entre autres. Les exploitations agricoles familiales et vivrières, sur le moyen terme, voire sur le long terme, peuvent retrouver leur équilibre financier, mais il faut trouver les moyens de financer la relance de l'agriculture.

Toutes ces mesures doivent s'accompagner d'une nouvelle vision internationale de la gestion de l'agriculture mondiale. Ce secteur ne peut pas répondre aux mêmes règles commerciales mondiales que les autres secteurs économiques. Rien n'est possible dans le monde si on ne règle pas le problème de l'alimentation mondiale, qui peut générer des bouleversements majeurs, des problèmes migratoires énormes et d'autres émeutes beaucoup plus importantes que celles qui ont eu lieu. Certains pays soutiennent l'idée d'une « exception agricole » qui impliquerait une régulation internationale qui ne tienne pas compte uniquement du marché, mais aussi de l'alimentation mondiale. Dans les accords de partenariats économiques avec les pays en voie de développement, doivent être intégrées des notions de politique agricole commune mondiale et des notions d'intégration régionale.

Enfin, les pouvoirs publics seuls ne peuvent pas tout régler. Il faut aider les Africains à entreprendre et les entreprises françaises avec leur expertise dans l'agroalimentaire, les travaux publics, l'énergie, les hautes technologies, sont en mesure de répondre aux attentes de leurs partenaires des pays en voie de développement. Chaque fois qu'une entreprise s'installe dans l'un de ces pays, elle peut créer de la valeur ajoutée, des emplois, et apporter une aide considérable d'une manière plus durable qu'en distribuant des subventions.

**Jean-Pierre POULAIN, professeur d'université, CETIA / Université de Toulouse**

## **II Le Mirail**

En décembre 2007, L'Expansion publiait un numéro spécial portant le titre : 2008, l'année de tous les dangers, qui ne dit pas un mot sur la pénurie alimentaire. La question qui se pose donc est de savoir quels outils sont disponibles pour prévoir ce genre de pénuries et si l'opinion publique est devenue sourde aux appels qui étaient lancés depuis 2003 ou 2005. En 1996, ce qui faisait la une, c'était l'obésité dans le monde. Les pays en développement étaient à la fois victimes de la « surnutrition » et de la malnutrition, le double fardeau. Comme l'opinion mordait à ce beau sujet qu'était l'obésité, les statistiques se sont mises à s'emballer : cent cinquante mille morts étaient annoncés aux États-Unis, puis deux cent mille, puis trois cent mille, puis quatre cent mille morts, et ce, dans les plus belles revues à comité de lecture. D'autres modèles de prévision sont arrivés, et le chiffre est tombé à vingt-cinq mille morts. La bulle de l'obésité s'est dégonflée, en même temps qu'on voyait apparaître la problématique du développement durable, qui est en tension entre deux impératifs moraux :

- la responsabilité intergénérationnelle, avec le poids du réchauffement climatique, qui a conduit un certain nombre d'analyses à privilégier une lecture écologique et une lecture de la responsabilité dans le temps,
- la responsabilité intragénérationnelle, c'est-à-dire la responsabilité à l'égard des pauvres, qui ne se trouvent pas seulement en Afrique, car la faim est aussi présente dans les pays développés.

En matière de produits alimentaires, il n'y a pas de problèmes de quantité, mais une conjoncture de quelques mauvaises récoltes en 2007. La capacité de production est considérablement supérieure aux besoins. S'il y a des gens qui meurent de faim, cela revient à des problèmes d'organisation économique et d'organisation politique.

De ce point de vue, une instance de régulation, avec des stocks et une capacité d'intervention pour limiter la spéculation – car la crise est avant tout spéculative – pourrait constituer un élément de prévision et de gestion de ces stocks.

## **Luc Ferry, philosophe, président délégué du Conseil d'Analyse de la Société**

Les promesses politiques ne sont pas toujours tenues. Pour l'aide publique au développement, l'objectif du millénaire est de parvenir à 0,7 % du PIB des pays occidentaux, ceux de l'Union européenne en particulier, d'ici 2015. Mais cet objectif ne sera pas atteint.

Si les promesses ne sont pas tenues, c'est parce que l'opinion publique n'arrive pas à se mobiliser pour cette question de la faim dans le monde. Une personne meurt de faim toutes les trois secondes, mais on n'en parle pas. On a parlé des émeutes de la faim, mais d'un point de vue technocratique, notamment sur le plan financier, pour dire que la crise des subprimes a déplacé le poids des investissements de l'immobilier vers les matières premières. Et l'on sait que cette question des prix des produits alimentaires ne sera pas réglée, puisque la demande en provenance de la Chine et du Brésil, notamment, va continuer à croître.

Sur cette question dramatique, la mobilisation est dans la presse plutôt technocratique, économique ou commerciale, que dans la presse « morale », qui cède à la facilité des représailles et de l'indignation morales. Quelques dizaines de morts au Tibet ont occupé la presse mondiale, qui leur a consacré des milliers d'articles. Il y aura, dans les mois et les années à venir des dizaines de millions de morts et on n'en parlera pas.

Paradoxalement, le discours qui consiste à stigmatiser l'égoïsme occidental ne semble pas être approprié. Le discours moral ou moralisateur produit les effets exactement contraires de ceux qu'il cherche à produire : il démobilise au lieu de mobiliser. Comment mobiliser les gens aujourd'hui, l'opinion publique européenne par exemple, sur des sujets invraisemblablement compliqués sur les plans économique, financier, politique, scientifique ? Quel discours tenir à l'opinion publique ? En tout cas, pas celui de la stigmatisation de l'égoïsme.

Trois erreurs sont couramment commises à ce niveau :

- On continue, dans les classes, à enseigner largement l'économie comme s'il s'agissait de ce que les mathématiciens appellent « un jeu à somme nulle », autrement dit comme si c'était une part de gâteau, et que les riches prenaient aux pauvres. Les élèves de seconde en particulier, mais aussi de première, sortent de leurs cours avec le sentiment que le monde est très immoral, que les riches sont méchants, et qu'au fond, la richesse est le scandale. En vérité, la pauvreté et la misère sont le vrai scandale.
- Le deuxième trait caractéristique de ce discours moralisateur c'est de ne pas dire que ce sont la science et l'intelligence qui sauveront le monde, et non pas l'appel à la morale, la moralisation. C'est sûrement très bien de faire de l'écologie, mais ce serait mille fois mieux de traiter les questions sur le plan strictement scientifique. La crise des vocations scientifiques, qui affecte les pays occidentaux est très largement liée à la montée en puissance des idéologies écologistes. La baisse des vocations scientifiques en quinze ans, en Allemagne, en France et au Canada est de 45 % dans les vraies sciences (physique, biologie, mathématiques). C'est un fait extraordinairement préoccupant. Il faut réfléchir sérieusement à la réconciliation de l'écologie et de la science.

- L'aide publique au développement est absolument nécessaire dans l'urgence. Les huit objectifs du Millénaire sont tous parfaits. Ils ne seront pas tous atteints, ou pas totalement. Dans certains cas, il y a tricherie : on met sur le compte de l'aide publique certaines interventions militaires. Mais le problème essentiel est de savoir où cette aide publique va tomber. Or, elle n'arrive pas toujours là où il faut. La solution est de construire d'abord l'État, de construire des administrations qui soient honnêtes, non corrompues et dont les agents seraient recrutés au mérite. C'est un préalable indispensable à l'utilisation judicieuse de l'aide publique.

À la suite de ces interventions, Mme Guillou reprend la parole pour récuser l'idée que la productivité agricole soit en baisse au niveau mondial, et souligner que l'on peut continuer à augmenter la productivité agricole par exemple en Russie, en Europe de l'Est, en Amérique latine, et même en Europe, en libérant la jachère dans cette zone. Elle appelle à ne pas garder l'impression malthusienne d'un monde où la production agricole diminue, alors qu'il est impératif d'atteindre l'objectif de la multiplier par deux, pour continuer à mieux nourrir la population et restreindre les zones où la faim menace.

Pour l'un des participants, le problème de la faim dans le monde n'est pas un problème technique, puisque techniquement, il est possible de nourrir les humains aujourd'hui. Il préconise que l'on investisse dans l'agriculture vivrière, du moins dans les agricultures où les rendements sont encore bas. En toute logique, il appelle donc à ne plus investir dans les agricultures du Nord.

Ce même participant considère que les dons, la bonne conscience, les aides et les fonds ne sont que du vent, tant qu'on n'aura pas rendu les différents pays responsables de leur production agricole et de leur autosuffisance alimentaire. Les pays qui n'ont pas résolu leurs problèmes alimentaires sont ceux qui connaissent des problèmes de gouvernance et plus largement, de démocratie.

En réponse à une question sur les OGM et leur impact sur la faim dans le monde, Mme Guillou précise qu'elle a parlé de génétique et de potentialités de la génétique, qu'il s'agisse des OGM ou de sélection naturelle. De fait, la génétique représente à peu près la moitié des progrès de productivité des plantes, d'où l'intérêt de travailler sur des traits de résistance à la sécheresse et à la salinité, sur une plus grande efficacité de production de biomasse, ou sur toute autre technique d'amélioration des semences. Les OGM sont une technique particulière, et les scientifiques veulent laisser la porte ouverte. Il paraîtrait dangereux, dans certaines régions du monde, de dire qu'on n'a pas besoin de cette technique.

Pour M. Jacques Diouf, le problème essentiel qui se pose à l'agriculture africaine est celui de l'eau. Au sud du Sahara, 4 % seulement des terres arables sont irriguées, contre 38 % en Asie, et l'Afrique n'utilise que 4 % de ses réserves d'eau renouvelables, contre 12 % en Asie. Les autres priorités, pour l'Afrique sont le problème des pertes de récoltes, qui sont de l'ordre de 30 à 40 %, et les routes rurales, absentes ou impraticables, au point que pour faire parvenir l'aide alimentaire, on a recours aux parachutes.

M. Diouf considère ces questions comme fondamentales, si l'on veut avoir une agriculture compétitive. Il signale par ailleurs que les techniques agricoles antérieures aux OGM, celles de la première révolution verte, ne sont utilisées qu'à 8 ou 10 % dans les pays africains.

Pour M. Malafosse, le don, qu'il soit individuel ou d'entreprise, est la marque et le témoignage d'un respect, d'un intérêt, d'une volonté de résoudre les problèmes et de ne pas les confier seulement à des hommes politiques, des techniciens ou des professionnels. Quant aux OGM, ce sont peut-être techniquement de bonnes idées, mais lorsqu'on met en place des cultures OGM ou des cultures destinées à la production d'agrocarburants, on encourage de fait toute

une logistique d'intrants, de grandes surfaces, etc., qui favorisent les agro-industries et empêchent les cultures vivrières de se développer. En Indonésie, plusieurs millions d'hectares sont déjà préemptés pour des cultures d'agrocarburants. Au Mozambique, le gouvernement est en train de vendre des millions d'hectares à de grandes entreprises, pour la même utilisation. Les agrocarburants à l'échelle locale et pour les besoins locaux ne sont pas contestables, mais les grandes entreprises qui utilisent des millions d'hectares dans les pays du Sud empêchent le développement des cultures vivrières.